



LA REVUE CANADIENNE.

MONTREAL, 7 MAI, 1847.

NOUVELLES D'EUROPE.

2 JOURS PLUS TARD.

Le steamer à hélice, le Sarah Sands est arrivé à New-York, le 27 avril, apportant des dates de Londres du 5, et de Liverpool du 6. Le Sarah Sands a eu du gros temps et a manqué de charbon dans ce voyage, c'est là ce qui explique son retard.

Les nouvelles sont sans importance. Sous le rapport politique, le fait marquant que nous annonçons cet arrivage, est le dénouement de la longue crise ministérielle sous laquelle se débattait l'Espagne et l'avènement d'un ministère progressiste. Cet événement, qu'il était facile de prévoir, s'est accompli, paraît-il, sous les plus heureux auspices et semble, jusqu'à un certain point, destiné à marquer le commencement d'une nouvelle ère dans la situation de l'Espagne, ère de rapprochement et de fusion entre les doctrines progressistes et les doctrines modérées.

Les nouvelles commerciales ne nous apprennent aucun changement dans la situation des marchés anglais. Le maïs seul manifestait quelque tendance à se relever et était tenu à 3 ou 4 shillings au-dessus des prix auxquels il était tombé la semaine précédente.

La guerre civile continue dans le Portugal. Le roi de Sardaigne est dangereusement malade.

Plus de 6000 Allemands, dans la quinzaine précédente le 1er avril, sont passés à Cologne en route pour les ports de Bremen, Havre et Antwerp où ils vont s'embarquer pour l'Amérique. On les représente presque tous comme à l'aise. On calcule que plus de 12000 émigreront cette année, dont le plus grand nombre des riches et fertiles provinces de la Saxe Prussienne.

ANGLETERRE.—La chambre des communes a repris, le jeudi 11 mars, la discussion ajournée du jeudi précédent sur la proposition de M. Hume. Les orateurs de toutes les opinions ont approuvé la première partie de la motion, c'est-à-dire celle qui exprime un blâme énergique contre la conduite des trois cours du nord. Lord George Bentick, chef du parti protectionniste, est le seul qui ait eu le regrettable courage de se poser en apologiste, et en apologiste maladroit autant que fervent, d'un acte de spoliation indigne. Le noble lord a été jusqu'à affirmer que les Cracoviens étaient au comble de la joie d'avoir été délivrés de leur indépendance et placés sous le sceptre paternel de l'Autriche. Sur la seconde partie de la motion, tendant, quoi qu'en ait pu dire lord John Russell, à donner une sanction pratique au blâme exprimé par les communes d'Angleterre, en suspendant, jusqu'à nouvel ordre, le paiement d'une annuité servie par la Grande-Bretagne, en acquit des intérêts de l'emprunt russo-hollandais les opinions se sont montrées plus divisées. Sir W. Molesworth a très-nettement posé la question : "L'emprunt russo-hollandais, a dit l'honorable membre, est devenu une dette de l'Angleterre envers la Russie, par suite de la cession à nous faite par la Hollande du cap de Bonne-Espérance, d'Essequibo, de Demerara et de Berbice. Je suis donc d'avis que, si nous refusons de payer cette dette, nous n'aurions plus le droit de garder ces colonies." Mais le discours capital de la séance a été celui de sir Robert Peel, qui n'a fait, du reste, que développer et l'idée émise par sir William Molesworth, et le thème de lord John Russell, c'est-à-dire que le chef de l'ancien cabinet tory, venant ici puissamment en aide aux ministres whigs, a soutenu que l'Angleterre était tenue au paiement de la somme en question, indépendamment de toute violation du traité de Vienne par la Russie, et alors même qu'il y aurait guerre entre les deux puissances. Malgré l'opposition de lord John Russell, qui eût désiré que la chambre votât sous l'impression de la parole de sir Robert Peel, la discussion a été ajournée au mardi suivant.

—Monsieur de Chateaubriand a dernièrement adressé la lettre suivante, à l'auteur d'un recueil de poésies.

"Je veux répondre, monsieur, aux questions de vos dernières strophes :—Si j'en étais à recommencer ma vie, je n'aurais pas un seul mot, et je voudrais mourir complètement ignoré; mais je serais toujours chrétien comme je l'ai été, et plus que je ne l'ai été. Tout est compté, il ne reste dans la vie qu'une seule chose : la religion. C'est elle qui donne l'ordre et la liberté au monde, et après cette vie, une vie meilleure. Sans doute, j'ai eu, dans les chagrins de mon existence, des moments d'incertitude et de langueur; mais en avançant vers le terme où j'arriverai bientôt, mes pas se sont affermis, et j'ai d'autant plus de foi dans cet accroissement de mes forces, que mon esprit n'a rien perdu de la vigueur de ma jeunesse; je suis resté tel que j'ai toujours été. J'ai cru avant tout, dans la pratique, à la liberté; je l'ai voulue par les rois, parcequ'il me semblait que venant du principe du pouvoir, elle effraierait moins et serait mieux ordonnée. Si les rois n'en ont pas voulu, ce n'est pas ma faute, et je leur ai assez souvent prêté leur sort quand ils ont pris une fausse route. Maintenant les rois tombent,

je leur reste fidèle par honneur plutôt que par goût; la vie n'a quelque dignité que dans son unité et sa droiture. Voilà, monsieur, où j'en suis. Je me prépare à mourir citoyen libre, royaliste, fidèle et chrétien persuadé. L'avenir du monde est dans le christianisme, et c'est par le christianisme que renaitra dans un ou deux siècles la vieille société qui se décompose à présent....

CHATEAUBRIAND. (L'Univers.)

PORTUGAL.—En résumant les nouvelles de Portugal, qui arrivent à la fois par la voie d'Espagne et celle d'Angleterre, on peut établir de la manière suivante les positions qu'occupaient le 10 mars les forces belligérantes autour d'Oporto: Saldanha, réuni aux colonels Solá et Dapa, était sur le Douro, faisant mine de le vouloir passer au gué de Carvoura. Casal et Vinhaes, tous les deux placés au nord du Douro, et séparés par conséquent de Saldanha, cherchaient à faire leur jonction. Entre eux deux se trouvait une chaîne de montagnes, et leurs mouvements étaient surveillés par le baron d'Almagem. Oporto n'était point menacé; les insurgés reprenaient même l'offensive, et le colonel Gueles, miguéliste, avait battu dans une petite rencontre, à Regoa, les troupes de la reine. Loin qu'il y eût division parmi les généraux de l'insurrection et que das Antas fût disgracié, comme le disent les correspondances carlistes, il régnait entre eux la plus grande harmonie. Das Antas, Povoas, et Sa da Bandeira assistaient ensemble, le 7, à une cérémonie dans l'église de Lapa, qui renferme le cœur de don Pedro; ils étaient tous les trois sous le même ballaquín. Povoas paraît être plus en crédit que das Antas comme général, il est plus fréquemment employé. Dans la suite, les miguélistes ont deux membres, et les septembristes trois; mais, par le fait, l'insurrection prend une couleur de plus en plus miguéliste. Don Miguel est attendu même dans le midi pour donner le grand coup de collier. C'est don Miguel qui décidera tout, disent les insurgés quand on leur demande ce qu'ils attendent pour agir avec vigueur. La situation financière, à Lisbonne, s'empire de plus en plus.

—L'exportation des grains de Russie en 1846 a dépassé de un million de tchetwerts de 1845, et a fait entrer dans ce pays une somme de numéraire d'environ 10 millions de roubles effectifs, ou 40 millions de francs. Tout porte à croire que l'exportation des céréales de l'empire en 1847 sera de beaucoup plus considérable qu'elle ne l'a été dans aucune des précédentes années; mais quelques grandes que soient les demandes de grains, que l'étranger fasse, la Russie pourra les satisfaire; et de sorte qu'il est à l'avenir pour le commerce de la Russie qu'elle continuera sur une grande échelle. Quant aux armées, Saint-Petersbourg en possède présentement à elle seule des quantités immenses, et elle a des ressources pour s'en procurer à tout moment sept fois autant qu'il y en a actuellement.

LA DUCHESSE DE MONTPENSIER. — L'Union Monarchique annonce que la duchesse de Montpensier doit quitter Paris au mois de mai, pour que son accouchement comme héritière présomptive, ait lieu à Madrid et que, son enfant naissant en Espagne, il ne puisse y avoir plus tard aucune difficulté sur sa nationalité. On prête par conséquent à ce voyage un but d'avenir politique.

—D'après une lettre de Saint-Petersbourg, du 11 mars, cette ville pourrait, en ce moment, fournir 1,600,000 sacs de farine de seigle, et l'exportation des autres ports de l'empire peut être évaluée, pour cette année, à 3,000,000 de tchetwerts. Des nouvelles de Vienne annoncent que la Gallicie va être partagée en deux gouvernements. Dans les cercles occidentaux de cette province, la misère a atteint un tel degré de gravité, que les populations affamées, dit la Gazette d'Augsbourg, ont été forcées de demander leurs aliments aux tombeaux.

LE ROI DES ILES SANDWICH ET SON CABINET. — Une lettre que nous recevons d'un officier faisant partie de l'état-major d'un bâtiment français qui a relâché à Honolulu au mois d'octobre dernier, nous donne, sur ce pays, des renseignements nouveaux et curieux. Le roi des îles Sandwich qui, comme on sait, a donné à ses états le système représentatif, venait de prendre un décret pour constituer son cabinet à l'européenne. Il a divisé l'administration supérieure du pays en cinq ministères, répartis de manière suivante: Réoniana, le grand chef, est nommé ministre de la guerre, secrétaire intime du roi, président du conseil; M. Judd, Américain d'origine, est nommé ministre de l'intérieur; M. Willie, Ecossais d'origine, est nommé ministre des affaires étrangères; M. Ricord, Français d'origine, petit-fils d'un membre de la Convention, est nommé ministre de la justice, et M. Richards, Américain d'origine, est nommé ministre des finances et du commerce. Jusqu'ici, ces personnages occupent des dignités dans l'état, mais ils n'avaient pas le titre de ministres. Il est curieux de voir aujourd'hui, au milieu de l'Océanie, un royaume administré et gouverné comme les états européens.

ALGER.—Les journaux d'Alger publient l'état comparatif de la population européenne de l'Algérie, à la fin de l'année 1846:

Voici d'abord le mouvement de la population pour la zone du littoral: Sur une population de 107,168 âmes, on ne trouve que 47,274 Français. Le reste se compose d'Espagnols (31,528), d'Anglo-Malgais et Anglais (9,440), d'Italiens (8,175), d'Allemands (3,385), etc. Ce nombre de 107,168 colons se décompose comme suit: 41,404 enfants, 40,675 hommes; 25,089 femmes. La population actuellement productive ne forme donc que le tiers à peu près de la somme générale. Sur ces 40,676 hommes, la plupart habitent les villes; l'exploitation du sol n'occupe guère plus de 4 à 5,000 colons. Dans l'armée

il y a eu une augmentation de 14,079 âmes, dont 3,558 âmes dans le quatrième trimestre. Les localités du littoral administrées civilement ont un effectif de 102,816 habitants: 4,352 habitants sont administrés militairement. Passons au mouvement de la population dans les localités de l'intérieur: le total de cette population est de 18,925 habitants, dont 12,589 Français. Sur ce nombre, 7,903 habitants sont administrés militairement, 11,022 habitants sont administrés civilement. La population de l'intérieur se compose ainsi: 10,872 hommes, 4,071 femmes, 3,982 enfants. La somme totale de la population de l'Algérie se trouvait donc au commencement de l'année de 125,083 habitants. Sur ce nombre, nous ne pouvons guère compter que 12,000 colons environ, exploitant le sol. Tel est le bilan de la colonisation, dix-sept années après la conquête de l'Algérie.

ESPAGNE.—Le congrès espagnol, dans sa séance du 16 mars, a approuvé, à la majorité de 144 voix contre 60, la conduite du ministère dans l'affaire du général Serrano. Tous les membres du parti progressiste, et quinze membres environ de la fraction puritaine ont voté contre le ministère. Le général Serrano reste toujours à Madrid, mais on ignore le lieu de sa retraite. Le gouvernement n'a pas encore nommé le conseil de guerre qui doit le juger, ni le rapporteur chargé d'instruire cette affaire. On dit que le général Serrano, revêtu de tous ses insignes de général, s'était rendu au palais pour obtenir une audience de la reine, mais que l'entrée lui en avait été refusée.

POLOGNE.—La nouvelle donnée par plusieurs journaux que le grand-duc Michel serait nommé vice-roi de Pologne, avec les mêmes attributions et pouvoirs qu'avait eus, jusqu'en 1830, le grand-duc Constantin, est pleinement confirmée. En tout cas, le grand-duc Michel n'aura pas contre lui l'opinion publique, car il a un caractère exempt de blâme; mais cette mesure ne sera considérée que comme un acheminement habile à la réalisation des projets de russification de la Pologne. On rattache à cette mesure un concordat concernant l'église catholique en Pologne; un nonce du pape arrivera à Varsovie, indépendamment des évêques polonais qui y sont attendus.

SUISSE.—Les nouvelles qu'on reçoit de Morat sont déplorables. Les hommes les plus considérables sont en fuite ou en prison. Beaucoup de magasins sont fermés, et diverses faillites ont été déclarées.

ETATS-ROMAINS.—Le 9 mars, le Saint-Père, accompagné de M. Piccolomini, s'est rendu à la Rione-de-Monti, en costume de simple prêtre. Il a été reconnu par le peuple, qui l'a salué des plus vives acclamations. Des juges d'instruction ont été envoyés dans les provinces papales pour instruire le procès des individus arrêtés dans les troubles à l'occasion des grains. De nombreuses arrestations ont eu lieu en Toscane, et à Livourne on a découvert un dépôt d'armes introduites de Suisse par Gènes.

—On écrit de Nauplie (Grèce), le 2 mars:

"Une scène affreuse vient de se passer dans notre ville, mercredi dernier, deux brigands condamnés à mort, les frères Démétrius et Théo-dose Tryphopoulos, devaient subir, leur supplice sur la grande place de notre ville. Jusque-là ils se laissèrent tranquillement conduire jusqu'à l'échafaud. Arrivés là, au moment où l'exécuteur des arrêts criminels allait attacher Démétrius à la planche fatale, le condamné, homme d'une taille gigantesque et d'une force herculeenne, brisa subitement ses liens et renversa l'exécuteur et ses aides.

"Lorsque ceux-ci se furent relevés et voulurent s'emparer du patient, il fit une résistance désespérée, et il s'engagea une lutte violente dans laquelle le bourreau et ses deux aides furent affreusement maltraités par Démétrius, qui menaça de les jeter au bas de l'échafaud. Alors l'exécuteur, qui était sur le point de succomber, tira de dessous sa blouse un long couteau et l'enfonça dans le cœur de Démétrius, qui aussitôt tomba sur la plate-forme et expira. La décapitation fut opérée sur un cadavre.

"Théodose, au contraire, était parfaitement résigné, et l'on remarquait qu'il éprouvait un tremblement convulsif; il se livra en quelque sorte lui-même aux exécuteurs, et un instant après il avait cessé de vivre."

GRÈCE ET TURQUIE.—On nous écrit de Constantinople, le 7 mars:

"Le différend entre la Grèce et la Turquie n'a rien perdu de sa gravité. Lundi dernier, le ministre des affaires étrangères, Ali-Effendi, a remis au chargé d'affaires de Grèce une Note conçue, dit-on, en termes assez secs pour lui signifier l'ultimatum de la Porte. Ainsi que je vous l'ai écrit précédemment, le Divan persiste à demander que M. Coletti fasse une démarche personnelle auprès de M. Mussurus à titre de satisfaction. Un délai d'un mois est accordé au cabinet grec à dater du jour de la notification de cet ultimatum, et si ce délai expire sans que la réclamation demandée ait été accordée, la Porte rompra ses relations officielles avec le cabinet d'Athènes.

"Le Sultan a adressé une lettre très convenable au Roi Othon en réponse à celle qu'il en avait reçue à propos de cet incident. Un bateau à vapeur de l'Etat, le Messiri Bahri, a été expédié au Pirée pour y porter cette réponse. Ce steamer, expédié le jour même de la remise de l'ultimatum de la Porte, est rentré hier matin dans le port de Constantinople.

"Les dernières nouvelles de Grèce ne sont pas de nature à diminuer la gravité de cet incident. Une grande épidémie régnait à Athènes; on y paraît disposé à tout faire pour témoigner du désir de maintenir de bons rapports avec la Porte, mais l'irritation contre M. Mussurus est telle que le cabinet se refusait à toute démarche personnelle vis à vis de lui. Déjà les mauvais effets de cette complication ont commencé à se faire sentir. La marine marchande

grecque a conçu des inquiétudes sérieuses, et tous les petits bâtiments de cette nation qui faisaient le cabotage entre les îles de l'Archipel et Constantinople, qu'ils approvisionnent d'huile, de savon, ont pris une autre direction, de sorte que toutes ces denrées ont augmenté ici de 50 pour 100. La Porte se tromperait, du reste, si elle voyait là des embarras sérieux et permanents pour la marine grecque. Si cet état de choses se prolongeait, tous ces bâtiments ne tarderaient pas à réparer ici tous des pavillons étrangers, et notamment sous pavillon russe.

L'immense mouvement commercial imprimé ici par l'exportation des céréales se maintient; les chargements de grains se multiplient; la hausse des changes continue, et, ce qu'on n'avait pas vu ici depuis dix ans, la livre sterling a été un instant au pair à 100 piastres (25 fr.), et le franc également au pair à 160 paras (1 fr.). Tous les arrivages de Londres et de Paris apportent des sommes considérables en espèces: 5 millions de francs se trouvaient à bord du dernier paquebot français. On calcule que la Turquie a déjà fourni à l'Europe 15 millions de kilos dont le prix a varié de 12 piastres (3 fr.) à 30 piastres (7 fr. 50 c.); c'est donc une somme de 80 millions de francs environ que l'Europe a payée ici à l'industrie agricole. Du reste, les approvisionnements sont loin d'être épuisés; ce sont les moyens de transport qui manquent souvent; des sécheresses de vent du nord ou de vent du sud retiennent aux embouchures des Dardanelles plusieurs centaines de bâtiments, et la mesure prise par le gouvernement français d'y envoyer des bateaux à vapeur de remorquage produira d'excellents effets.

GRÈCE.—Le Chronicle et le Times attaquent aujourd'hui la Grèce avec une extrême violence. Le premier de ces journaux soutient que la prérogative du roi Othon eût été considérablement restreinte sans l'intervention de lord Aberdeen en 1845, et que par conséquent l'Angleterre a le droit de surveiller l'usage que ce roi fait de sa prérogative. On voit que l'organe du foreign-office ne se pique pas d'un respect trop scrupuleux pour l'indépendance des nations. Quant au Times, il fonde le droit d'intervention de la Grande-Bretagne sur le défaut de paiement de l'intérêt de l'emprunt contracté par la Grèce. C'est plus commercial; seulement le journal de la Cité veut qu'une petite flotte anglaise soit chargée de signifier au Pirée le prêt de lord Palmerston. Il est certain que la Grèce est peu en état de résister à une si anicale sommation, appuyée par la présence de l'escadre du capitain-pacha. Toutefois, le journal de la Cité n'est pas tranquille sur l'issue de cette affaire, car voici comme il raisonne, et non sans fondement selon nous:

"La Grèce étant ainsi pressée, M. Coletti saisira sans doute cette occasion pour exécuter son plan favori, c'est-à-dire pour allumer une insurrection sur les frontières turques.

"Il est impossible de prévoir le résultat de cette crise à l'intérieur et à l'extérieur; ce résultat dépendra et de l'attitude des deux autres puissances protectrices (la France et la Russie), et de la solution du différend avec la Turquie, et de la formation du nouveau cabinet bavarois, et de la prolongation des ressources très équivoques, très précaires de Coletti."

—Le roi de Danemark a résolu de donner une constitution à ses sujets.

Sa Majesté, au lieu de procéder par voie de patente royale, convoquerait à Copenhague une commission composée de 28 membres élus par les assemblées d'Etat. A cet effet, les quatre assemblées seraient réunies pendant trois jours pour nommer chacune sept commissaires. Si, à la suite d'une délibération en commun, les délégués des assemblées tombaient d'accord, le roi promulguerait une constitution sur les bases convenues.

On ajoute qu'avec le consentement des Etats la couronne de Danemark ne serait plus héréditaire que de mâle en mâle par ordre de primogéniture.

Ceci donnerait une face toute nouvelle à la question des duchés.

BAVIÈRE.—Le 15 mars, à midi, l'ambassadeur d'Autriche a quitté Munich, sans même avoir demandé au roi une audience de congé. Toutes les personnes attachées à l'ambassade sont parties avec lui. Ce brusque départ, annonçant clairement une rupture entre l'Autriche et la Bavière, a produit une grande sensation dans la capitale.

TURQUIE.—Le différend entre la Porte et la Grèce n'est pas encore terminé. A Constantinople, M. de Bourqueney aurait seul penché pour le ministère Coletti. L'envoyé de Russie, M. de Titoff, aurait proposé que la Grèce fit des excuses, et M. de Sturmer, envoyé d'Autriche, que Coletti fut destitué. Sir Stratford Canning aurait demandé la réunion de ces deux propositions. A Athènes, au contraire, l'Autriche et la Prusse se seraient prononcées pour M. Coletti, d'accord avec la France. Le sultan a répondu à la lettre du roi Othon. Sa lettre est conçue en termes conciliants, mais il dit que le différend est de la compétence de ses ministres.

—La misère est telle en Gallicie, sous le gouvernement paternel de l'Autriche, que, s'il faut en croire la correspondance du Journal de Voss, les paysans ont été trois fois réduits à se nourrir de chair humaine. Le Journal de Voss ne dit pas si ces malheureux se sont entre-tués pour se manger, ou s'ils se sont seulement jetés sur des cadavres qui ne sauraient manquer, attendu que les maladies engendrées par la famine déciment chaque jour la population.

SAINT-PIERRE-LEZ-CALAIS.—Une Anglaise, qui avait fait coucher son nourrisson avec elle, l'a trouvé le matin étouffé en se réveillant. Combien faudra-t-il encore de ces leçons terribles pour que les mères renoncent à mettre coucher avec elles leurs enfants en bas âge?

UN AVARE.—Un commis principal de l'administration de l'enregistrement et des domaines, ui occupait un logement plus que modeste dans

le quartier de la Bourse, n'ayant pas paru depuis trois jours ni dans son voisinage ni dans son bureau, l'autorité se décida à faire pratiquer l'ouverture de son domicile. Il fut trouvé mort, étendu au pied d'une table où, avec quelques papiers insignifiants, se trouvaient des croutes de pain et un verre d'eau à demi-vidé.

Rien ne saurait donner une idée de l'état de misère sordide et de débilement où se trouvait le logement habité par ce malheureux, qui était âgé de soixante-dix-sept ans, et dont l'avarice était depuis longtemps devenue en quelque sorte proverbiale.

Le commissaire de police, après avoir constaté le décès, ayant procédé à une sorte de perquisition ou inventaire sommaire, a trouvé dans le tiroir d'une table de sapin 880 fr., en or, 2,000 fr. en pièce de menue monnaie d'argent dans des chiffons, sur une planche; 38,000 fr. en pièces de 5 fr. dans une armoire; enfin, dans une pelote contenant des pains à cacher, 2,000 fr. en billets de banque.

Procès-verbal a été dressé. L'autopsie a constaté que la mort avait été déterminée par une attaque d'apoplexie.

Nouvelles locales.

AFFAIRES MUNICIPALES.—Le conseil de ville s'est occupé dans sa dernière séance de la considération d'un rapport du comité de l'éclairage, recommandant que permission soit donnée à la nouvelle compagnie du gaz encore en embryon, d'ouvrir les rues pour y poser des tuyaux; après une assez vive discussion le rapport fut rejeté. Les membres suivants opposèrent son adoption: MM. Bourret, Beaubien, La Rocque et Tully.

Le conseil a agi sagement en refusant permission à cette nouvelle compagnie qui n'est pas encore en existence. Comme le remarquait avec beaucoup de raison le docteur Beaubien: "Vous formez un projet de compagnie, ce projet sera-t-il mis à exécution? Vous n'avez pas de chartre, l'obtenez-vous de la législature? Le conseil peut-il traiter avec une compagnie dont les membres ne sont pas connus, etc.?" La proposition de M. Ferrier ne pouvait soutenir la discussion.

LA MALLE D'EUROPE.—La malle d'Europe du 19 avril est maintenant attendue d'heure en heure avec d'autant plus d'impatience que les nouvelles commerciales et autres seront d'un haut intérêt.

DISCOURS DE M. DE CHARBONNEL.—L'église St. Jacques était hier soir remplie de l'élite de notre société, accourue de toutes les parties de la ville pour entendre l'éloquent prédicateur. M. de Charbonnel a développé les "caractères de la société chrétienne" avec ce talent, cette pensée vaste et profonde qui ne lui font jamais défaut. Il nous a dit en peu de mots ce qui distingue les sociétés en général, les principes de leur organisation, les éléments de leur grandeur; il nous a point à grands traits les sociétés anciennes et modernes en les comparant, et a tiré avec un rare bonheur de cette comparaison même les caractères augustes de la société chrétienne et la grandeur de l'église catholique. Nous avons admiré surtout le tableau saisissant de l'origine de la société catholique, Jésus-Christ prenant ses douze disciples parmi les plus ignorants, les plus pauvres et les plus humbles de la terre pour les envoyer conquérir le monde et édifier à la gloire de Dieu le plus merveilleux monument des siècles, l'église de Rome. Les citations qui accompagnaient ce passage du discours sont sublimes.

Les appréciations politiques nous ont fait connaître la justesse et l'étendue des idées de l'orateur, et ce sentiment de la liberté civile et religieuse qu'il possède à un si haut degré et qu'il exprimait en de si belles paroles comme le fruit de convictions ardentes et sincères. En faisant passer tour à tour devant nous les grands hommes de tous les temps, et entr'autres Alexandre, César, Washington et Napoléon, nous l'avons vu avec plaisir, s'arrêter à Washington, admirer sa grandeur d'âme, son désintéressement sans exemple, ses vertus de citoyen et surtout son respect pour les libertés de son pays, et reconnaître dans Napoléon le plus beau génie de ce siècle et dans son code, son plus grand ouvrage. Puis est venue la grande figure de Pie IX, le régénérateur de l'Italie, l'illustre Pontife que son génie, ses lumières et sa haute politique vont bientôt placer à la tête de la civilisation moderne. M. de Charbonnel ne pouvait manquer de joindre ses vœux à ceux du monde entier pour le succès du glorieux règne de Pie IX; il l'a fait d'une manière heureuse. Ce qu'il a dit des grandes capitales et de leur influence sur les sociétés, sur les mœurs, les sciences, les arts, et sur Rome, la ville éternelle, la capitale de tous les autres capitales nous a plu infiniment.

M. de Charbonnel a apprécié encore en profond penseur, la belle fabrique de la constitution anglaise, la grande république américaine et les bienfaits et les avantages du gouvernement représentatif, réduit à une pratique véritable; mais il a dit avec plus d'éloquence encore l'avvenir et les destinées des sociétés chrétiennes, la prospérité et la perfection croissantes de ces sociétés, la paix universelle et le plus grand bonheur du plus grand nombre. L'orateur n'a pas oublié le Canada, et au nom de nos compatriotes, nous devons lui exprimer notre reconnaissance pour ce qu'il en a dit, M. de Charbonnel est canadien de cœur.

Il n'est qu'une chose que nous avons regretté dans ce discours, et c'est le plus grand élève que nous puissions faire à celui qui l'a prononcé. C'est la déclamation et l'improvisation. M. de Charbonnel, est à notre avis, un orateur tel qu'on souffre de le voir attaché à la lettre d'un discours écrit; il faut qu'il soit libre, qu'il se